



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024 & PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 11 MARS 2024

SOMMAIRE

PAGE 3 : 1) INTRODUCTION

- 1.1 Le Débat d'Orientations Budgétaires : cadre et objectifs
- 1.2 Les perspectives économiques et financières pour 2024
- 1.3 La loi de finances 2024

PAGE 8 : 2) ANALYSE GLOBALE DES BUDGETS DE LA COMMUNE

PAGE 13 : 3) LES RESULTATS DE FONCTIONNEMENT

- 3.1 Evolution des dépenses réelles de fonctionnement
- 3.2 Evolution des recettes réelles de fonctionnement

**PAGE 19 : 4) EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT : FORMATION DE
LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT**

PAGE 20 : 5) INVESTISSEMENTS SUR L'ANNEE ECOULEE

PAGE 24 : 6) SITUATION DE L'ENDETTEMENT

PAGE 26 : 7) LA FISCALITE

- 7.1 Répartition de la perception des taxes locales
- 7.2 Comparaison des taux de Goven avec des communes voisines (taux 2023)
- 7.3 Evolution des taux communaux
- 7.4 Dynamique des taux

PAGE 30 : 8) LES RESSOURCES HUMAINES

- 8.1 Evolution des charges de personnel en 2023
- 8.2 Répartition des dépenses de personnel
- 8.3 Comparaison avec les autres collectivités
- 8.4 Tableau des emplois
- 8.5 Perspectives RH 2024

PAGE 36 : 9) ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024 POUR GOVEN

- 9.1 Fonctionnement des services
- 9.2 Projets d'investissement

PAGE 40 : 10) CALENDRIER BUDGETAIRE 2024

1) INTRODUCTION

1.1 Le Débat d'Orientations Budgétaires : cadre et objectifs

Le Débat d'orientations budgétaires est prévu par **l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)**.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu lors d'un Conseil Municipal sur les orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédant l'examen du Budget Primitif et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à **l'article L 2121-8 du CGCT**.

Ce débat doit permettre à l'assemblée délibérante :

- d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité,
- de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif.

Il donne également aux élus la possibilité de « s'exprimer sur la stratégie financière de la collectivité ».

A Goven, ce débat a lieu en séance du Conseil Municipal le 11 mars 2024. Le budget primitif 2024 sera, quant à lui, présenté lors de la séance du 2 avril 2024.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) est venu par ailleurs compléter ce dispositif, avec notamment l'obligation d'une présentation des engagements pluriannuels, de la structure et de la gestion de la dette, et l'obligation de prendre acte du débat par une délibération spécifique.

Au-delà de ces obligations, c'est surtout un moment fort de la vie communale qui vise à présenter la situation de la Commune et les hypothèses de son évolution au niveau financier, fiscal et des ressources humaines.

La préparation budgétaire annuelle impose de prendre en compte le contexte national, le contexte communautaire, les engagements locaux et les choix politiques affirmés par la municipalité. Il faut trouver un équilibre entre arbitrage et solidarité pour construire des politiques cohérentes au service de la population et de l'intérêt général.

Il convient par conséquent de trouver le juste équilibre entre la maîtrise des dépenses de fonctionnement, la nécessaire adaptation des moyens et investissements en adéquation avec l'évolution de la population et les priorités municipales.

Le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) revisité tous les ans est un outil essentiel pour prioriser les projets et s'assurer de leur faisabilité.

1.2 Les perspectives économiques et financières pour 2024

1.2.1 L'économie mondiale

Selon les prévisions de référence, la **croissance mondiale** va ralentir, passant de 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023 et **2,9 % en 2024**, soit bien moins que la moyenne historique (2000–19) de 3,8 %. **Dans les pays avancés**, on attend un ralentissement, la croissance passant de 2,6 % en 2022 à 1,5 % en 2023 puis à **1,4 % en 2024** alors que les effets du durcissement de la politique monétaire commencent à se faire sentir.

En 2022, l'inflation a atteint dans le monde des niveaux jamais observés depuis des décennies. Même si l'inflation globale a reculé sur 2023(hors énergie et alimentation) elle se révèle assez tenace et ne devrait pas retrouver sa valeur cible avant 2025 dans la plupart des pays. Le risque d'une anticipation d'une inflation durablement élevée pourrait compliquer l'action des banques centrales pour la ramener à son niveau cible. (FMI, octobre 2023)

La succession des crises, après le covid, la guerre en Ukraine et désormais la guerre Isrélo-palestienne de laquelle découle le blocage du canal de Suez ainsi que les tensions renforcées autour de Taiwan et de la mer de Chine imposent la prudence sur les estimations réalisées Par ailleurs, l'année 2024 sera caractérisée par le passage aux urnes de près de la moitié de la population mondiale. Le résultat de ces votes pourrait aussi fortement influencer le contexte économique mondial.

En résumé, la reprise mondiale est encore lente, les disparités entre les régions s'accroissent et les pouvoirs publics voient leur marge de manœuvre réduite pour l'année à venir, malgré une situation moins inflationniste que les deux dernières années.

| Croissance Mondiale 2021 | Croissance Mondiale 2022 | Croissance Mondiale 2023 | Croissance Mondiale 2024 |
|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| 5.9% | 3.5% | 3 % | 2.9 % |

1.2.2 La Zone euro

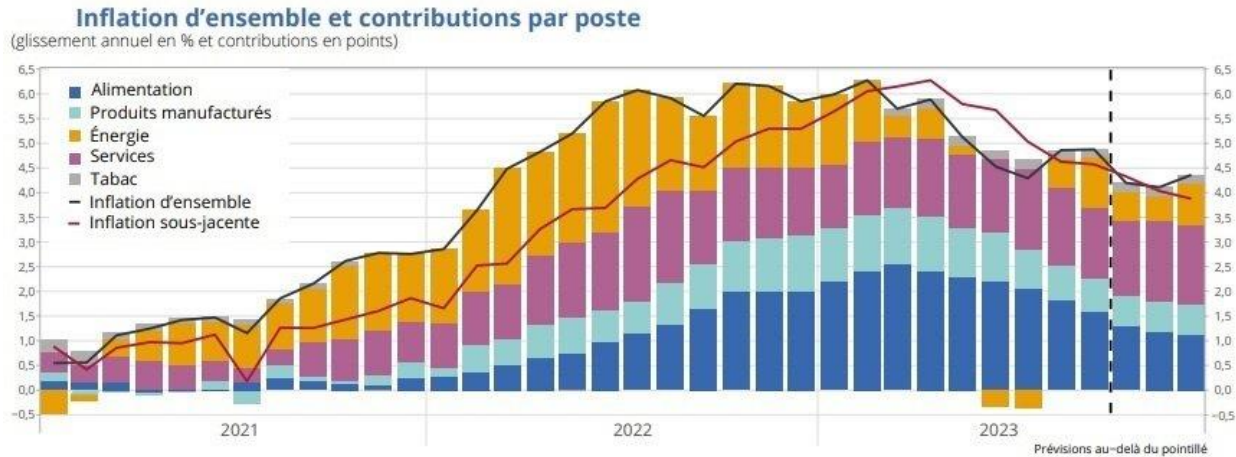
Dans la zone euro, la croissance recule sensiblement en 2023 passant de 3,5% en 2022 à 0,5% en 2023 avant de légèrement se reprendre en 2024 à 0.8%. Les situations sont très hétérogènes entre pays européens. La zone euro souffre de la persistance de prix élevés de l'énergie et du durcissement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE).

| Croissance en Europe 2021 | Croissance en Europe 2022 | Croissance en Europe 2023 | Croissance en Europe 2024 |
|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| 5.3% | 3.1 % | 0.5 % | 0.9 % |

1.2.3 La situation de la France

En 2024 la Loi de finances prévoit une croissance française autour de 1.3 % et une diminution sensible de l’inflation qui arriverait à 2.6% au lieu de 4.9% en 2023.

L’inflation quant à elle diminuerait sensiblement à + 2,6 %.



Source INSEE, octobre 2023

S’agissant du **déficit public**, la loi de finances prévoit une **baisse à 4,4 % du PIB en 2024 pour un montant de 146,9 milliards d'euros (Md€)**, en légère amélioration par rapport au 4.9% du PIB en 2023.

| En milliards d'euros | 2022 exécution | 2023 LFI | 2023 actualisé PLF 2024 | 2024 PLF |
|--|-------------------|--------------|-------------------------------|--------------|
| Besoins de financement | | | | |
| Amortissement de la dette à moyen et long terme | 145,7 | 149,5 | 149,6 | 160,2 |
| Dont amortissement de la dette à moyen et long terme (nominal) | 140,8 | 144,5 | 144,5 | 155,5 |
| Total | 280,0 | 304,9 | 310,3 | 299,7 |
| Ressources de financement | | | | |
| Émission de dette à moyen et long termes nette des rachats | 260,0 | 270,0 | 270,0 | 285,0 |
| Total | 280,0 | 304,9 | 310,3 | 299,7 |

Le projet de loi de finances pour 2024 prévoit que le **besoin prévisionnel de financement de l’État atteindra 299,7 milliards d’euros**, en baisse de 10,6 milliards d’euros comparé au besoin de financement 2023 actualisé, du fait principalement d’un déficit budgétaire de 144,5 milliards d’euros, en baisse de 27,6 milliards d’euros par rapport au déficit actualisé pour 2023.L’ambition de l’Etat est celle d’un retour à un déficit public inférieur à 3%, fin 2027.

Malgré ces besoins de financement revus à la baisse, l’Etat devra **néanmoins emprunter** une somme record en 2024 : **une enveloppe de 285 milliards d’euros nette est prévue** pour le rachat des dépenses et déficits, contre 270 milliards d’euros en 2023.

La croissance du PIB de la France pourrait finalement avoisiner 1% conformément aux prévisions du gouvernement qui étaient jugées optimistes. Ce bon résultat du second semestre 2023 doit cependant être relativisé, la performance obtenue étant générée par la composante du commerce extérieur (exportations de matériels de transport) alors même que la consommation des ménages a enregistré une nouvelle baisse de 0,4% en juin. Même s'il constitue plutôt une bonne nouvelle sur la capacité de résilience de l'économie française (notamment par rapport à l'Allemagne), ce chiffre meilleur qu'attendu ne change aucunement les déterminants de la croissance au cours des prochains mois, une croissance estimée atone et sans ressort. Mais dans ce contexte de fragilité et d'incertitude, une perspective de croissance, même faible, est déjà une satisfaction, évitant le spectre de la récession.

1.3 La Loi de Finances pour 2024

Pérennisation du fonds vert

Le PLF 2024 confirme cette pleine mobilisation de l'État et des opérateurs en faveur de la transition écologique avec une hausse de 10 Md€ des enveloppes consacrées à la planification écologique, qui couvre tous les secteurs d'activité, acteurs et permet de soutenir les principaux leviers de planification écologique, dont les investissements des collectivités territoriales. Le Fonds vert est pérennisé et augmenté pour atteindre 2,5 Md€. Parmi les priorités, la rénovation des écoles. Le Fonds vert est susceptible de financer à la fois des actions renforçant la performance environnementale (rénovation des bâtiments publics), l'adaptation (prévention des inondations, recul du trait de côte) ou encore l'amélioration du cadre de vie (recyclage des friches).

Les dotations aux collectivités : hausse et « verdissement »

Un « verdissement » des dotations (DSIL et DETR) avec une part croissante consacrée à la transition écologique est aussi prévue.

La DGF est abondée de 220 millions d'euros, dépassant les 27 milliards d'euros.

La DSIL est maintenue à 2 milliards d'euros d'engagement.

Maintenir les services publics : plan France ruralités et espaces France services

S'agissant de la politique d'aménagement du territoire, le PLF 2024 prévoit notamment des moyens complémentaires pour le plan France ruralités conformément aux annonces de la Première ministre (69,5 M€), ainsi que pour les espaces France services (55,7 M€).

Maintien d'un dispositif de protection contre la hausse énergétique

L'amortisseur électricité sera maintenu pour toutes les collectivités sans limite de taille, avec une évolution des paramètres : couverture de la facture de 75 %, contre 50 %, en 2023, le montant unitaire d'amortisseur ne sera plus plafonné au-delà d'un prix de l'électricité de 500 €/MWh, le seuil de déclenchement de la part énergie de la facture, relevé à 250 €/MWh, contre 180€/MWh en 2023.

Fin de la suppression en deux ans de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

La suppression totale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) initialement étalée sur deux ans (2023 et 2024) est en partie reportée. Seule la moitié de la CVAE sera supprimée cette année, la moitié restante sera supprimée progressivement jusqu'à suppression totale en 2027. Le mécanisme de compensation proposé dès 2023 « à l'euro près » repose sur une redistribution aux collectivités d'un fragment de la TVA avec 2020-2023 comme période de référence.

Compensation de la taxe d'habitation sur les logements vacants et mesures fiscales

Une compensation par l'État est mise en place au profit des communes et intercommunalités à fiscalité propre qui percevaient jusqu'à présent la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) et, qui, dans le cadre de la réforme du périmètre des zones tendues, perdront cette ressource.

Un **nouveau régime zoné** d'exonérations fiscales et sociales "**France ruralités revitalisation**" (FRR) est institué.

Plusieurs amendements sont venus compléter ce volet : création d'une dotation en faveur des communes nouvelles, **instauration d'un budget vert pour les communes de plus de 3 500 habitants**.

L'inclusion et l'accompagnement des personnes en situation de handicap

Érigée au rang de priorité, la mise en accessibilité des bâtiments et des infrastructures publics est renforcée dans de nombreux domaines comme la culture (création d'un portail national de l'édition accessible et adaptée), les transports et les équipements sportifs. En matière de logements, le dispositif Ma Prime Adapt', lancé le 1er janvier 2024, permettra de soutenir l'accessibilité et l'adaptation des logements.

La lutte contre la fraude fiscale

Les moyens de l'administration fiscale sont renforcés. L'expérimentation autorisant le fisc et les douanes à collecter et exploiter les contenus accessibles publiquement sur les plateformes en ligne afin de rechercher les fraudes fiscales est prolongée de deux ans et étendue. Les agents du fisc pourront, pour les fraudes les plus graves, enquêter sous pseudonyme sur des sites internet ou les réseaux sociaux. Les règles de la tva à l'importation sont ajustées pour empêcher la pratique du "dropshipping".

Un régime de sanctions gradué applicable à l'ensemble des **fraudes aux aides publiques** est instauré. Un **délit autonome de mise à disposition d'instruments de facilitation de la fraude fiscale** est créé. En cas de fraude fiscale aggravée, une peine complémentaire de privation des droits à réductions et crédits d'impôt pourra être prononcée.

2) ANALYSE GLOBAL DES BUDGETS DE LA COMMUNE

Le budget de la commune se compose d'un budget principal et de quatre budgets annexes : Le Budget assainissement, le Budget Maison de santé, le Budget Petite enfance, le Budget photovoltaïque.

Le **budget Commune** dégage un résultat de clôture au 31 décembre 2023 de 2 479 221.43 €, composé d'un solde de clôture de 457 492.49 € en Fonctionnement et 2 021 728.94 € en Investissement.

Le résultat d'exercice 2023 s'élève à 457 492.49 € en fonctionnement et 331 681.46 € en investissement.

| Budget Commune | Fonctionnement | Investissement | |
|---------------------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| Recettes | 3 951 713,31 € | 1 507 571,83 € | |
| Dépenses | 3 494 220,82 € | 1 175 890,37 € | |
| Résultat d'exercice 2023 | 457 492,49 € | 331 681,46 € | |
| Report de 2022 | 0,00 € | 1 690 047,48 € | |
| Résultat de clôture 2023 | 457 492,49 € | 2 021 728,94 € | 2 479 221,43 € |

Ce budget va faire l'objet d'une analyse détaillée dans un second temps.

Le **budget Assainissement** dégage un résultat de clôture au 31 décembre 2023 de 538 108.09 €, composé d'un solde de clôture de 146 882.85 € en Fonctionnement et 391 225.24 € en Investissement.

Le résultat d'exercice 2023 présente un déficit de - 76 342.48 € en fonctionnement et - 181 798.78 € en investissement.

| Budget Assainissement | Fonctionnement | Investissement | |
|---------------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|
| Recettes | 462 432,40 € | 243 341,60 € | |
| Dépenses | 538 774,88 € | 425 140,38 € | |
| Résultat d'exercice 2023 | -76 342,48 € | -181 798,78 € | |
| Report de 2022 | 223 225,33 € | 573 024,02 € | |
| Résultat de clôture 2023 | 146 882,85 € | 391 225,24 € | 538 108,09 € |

- **S'agissant des dépenses de fonctionnement**, le transfert sur 10 années des charges de personnel supportées jusqu'alors par la commune pour un montant de 100 756.72 € représente une charge exceptionnelle pour 2023. Sur les exercices à venir, les charges de personnels affectés aux missions de l'assainissement ne représenteront qu'un seul exercice.

Par ailleurs, l'assujettissement à la TVA de ce budget avec un rattrapage de la situation sur 4 Années (2019/2022), a conduit à opérer des écritures de régularisation en « autres charges exceptionnelles » pour un montant de 286 532.93 €.

- **S'agissant des recettes de fonctionnement**, l'assujettissement à la TVA de ce budget avec un rattrapage de la situation sur 4 Années, a conduit à opérer des écritures de régularisation en « autres produits exceptionnels » pour un montant de 244 319.49 €.

La participation à l'assainissement collectif, liée aux nouveaux raccordements au réseau, s'est élevée à 40 125.00 € en 2023.

- **S'agissant des dépenses d'investissement**, les travaux du barreau routier et le remplacement de 112 tampons ont été comptabilisés en 2023.

Pour 2024, Le budget Assainissement devrait se situer à des niveaux semblables à 2022.

☞ Le **budget Maison de santé** dégage un résultat négatif de clôture au 31 décembre 2023 de - 66 067.37 €, composé d'un solde de clôture de + 41 347.97 € en Fonctionnement et - 107 415.34 € en Investissement.

Le résultat d'exercice 2023 présente un résultat de + 41 347.97 € en fonctionnement et + 154 787.24 € en investissement.

| Budget Maison de santé | Fonctionnement | Investissement | |
|---------------------------------|--------------------|-----------------------|----------------------|
| Recettes | 265 485,22 € | 314 298,22 € | |
| Dépenses | 224 137,25 € | 159 510,98 € | |
| Résultat d'exercice 2023 | 41 347,97 € | 154 787,24 € | |
| Report de 2022 | 0,00 € | - 262 202,58 € | |
| Résultat de clôture 2023 | 41 347,97 € | - 107 415,34 € | - 66 067,37 € |

- **S'agissant des dépenses de fonctionnement**, la vente effective d'une cellule a induit une écriture exceptionnelle en opération d'ordre « valeurs des immobilisations cédées » pour 173 838.44 €.

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 48 971.19 €. A noter les charges de gestion locative pour 5148.66 € et les charges de copropriété pour 18 604.87 € et les intérêts d'emprunts pour 13 429.91 €.

- **S'agissant des recettes de fonctionnement**, la vente effective d'une cellule a induit un produit exceptionnel « Produits de cessions d'immobilisations » pour 155 833.33 €.
- **S'agissant des recettes d'investissement**, le FCTVA d'un montant de 65 058.85 € correspond aux dépenses d'investissement 2022.

Là encore, une opération d'ordre de transfert entre sections d'un montant de 173 838.44 € a été enregistrée correspondant à la vente d'une cellule.

Pour 2024, Le budget Maison de santé restera en déficit. Les amortissements du bâtiment vont commencer (durée : 30 ans). De plus, les recettes liées aux loyers sont incertaines.

Le **budget Petite enfance** dégage un résultat de clôture au 31 décembre 2023 de 14 358.19 €, composé d'un solde de clôture de 0.00 € en Fonctionnement et 14 358.19 € en Investissement.

Le résultat d'exercice 2023 est de 0.00 € en fonctionnement et 14 358.19 € en investissement.

| Budget Petite enfance | Fonctionnement | Investissement | |
|---------------------------------|----------------|--------------------|--------------------|
| Recettes | 476 449,81 € | 19 040,21 € | |
| Dépenses | 476 449,81 € | 4 682,02 € | |
| Résultat d'exercice 2023 | 0,00 € | 14 358,19 € | |
| Report de 2022 | 0,00 € | 0,00 € | |
| Résultat de clôture 2023 | 0,00 € | 14 358,19 € | 14 358,19 € |

- **S'agissant des dépenses de fonctionnement**, Les charges à caractère général s'élèvent à 43 264.41 €. (Contre 40 845.86 € en 2022). A noter, les charges d'énergie représentent 7 746.64 € soit près de 18 % du total. En 2022, 3 631.30 € avait été comptabilisé sur ce même article.

Les charges de personnel s'élèvent à 418 641.67 € en 2023 (en progression de 7.4% par rapport à 2022). Ces dépenses s'expliquent essentiellement par les arrêts de travail conduisant à des remplacements.

- **S'agissant des recettes de fonctionnement**, elles s'élèvent à 476 449.81 € par le jeu de la subvention d'équilibre versée par les communes partenaires. Cette dernière s'élève à 226 260.03 € (dont 169 695.03 € pour Goven).

La subvention du département en faveur d'enfants en situation vulnérable n'a pas été versée cette année, Goven ne répondant plus aux critères.

Une déduction des participations de la CAF à hauteur de 17 000 €, conséquence d'un rappel suite à contrôle a été enregistré en 2023.

- **En investissement**, peu d'investissement réalisé.

Pour 2024, Le budget Petite enfance reste sensible. Les charges de personnel vont rester difficilement maîtrisables en fonction des renforts à mettre en œuvre. Les bonnes pratiques acquises vont conduire, par ailleurs, à limiter les charges à caractère général.

La subvention du département n'est plus accessible en l'état pour la commune, les critères d'attribution étant trop restrictifs.

☞ Le **budget Photovoltaïque** dégage un résultat de clôture au 31 décembre 2023 de 16 717.11 €, composé d'un solde de clôture de 7 173.39 € en Fonctionnement et 9 543.72 € en Investissement.

Le résultat d'exercice 2023 présente un déficit de - 307.47 € en fonctionnement et + 14.08 € en investissement.

| Budget Photovoltaïque | Fonctionnement | Investissement | |
|---------------------------------|-----------------|-----------------|------------------|
| Recettes | 1 916,95 | 1 913,00 | |
| Dépenses | 2 224,42 | 1 898,92 | |
| Résultat d'exercice 2023 | -307,47 | 14,08 | |
| Report de 2022 | 7 480,86 | 9 529,64 | |
| Résultat de clôture 2023 | 7 173,39 | 9 543,72 | 16 717,11 |

- **S'agissant des dépenses de fonctionnement**, elles sont très largement portées par les dotations aux amortissements pour 1 913 €.
- **S'agissant des recettes de fonctionnement**, les produits de la vente de l'électricité diminuent encore pour atteindre 972.79 €.
- **S'agissant des recettes d'investissement**, elles ne sont composées que d'opérations d'ordre relatives à l'investissement.

Pour 2024, L'opération Panneau photovoltaïque s'avère maintenant déficitaire. Annuellement. Le résultat de clôture positif devrait permettre l'amortissement jusqu'à son terme en 2031 (reste 15 304 €).

Synthèse des budgets de la commune

RESULTATS EXERCICE 2023 - BUDGET COMMUNE ET ANNEXES

| Budget Commune | Fonctionnement | Investissement | Résultat de clôture |
|---------------------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| Recettes | 3 951 713,31 € | 1 507 571,83 € | |
| Dépenses | 3 494 220,82 € | 1 175 890,37 € | |
| Résultat d'exercice 2023 | 457 492,49 € | 331 681,46 € | |
| Report de 2022 | 0,00 € | 1 690 047,48 € | |
| Résultat de clôture 2023 | 457 492,49 € | 2 021 728,94 € | 2 479 221,43 € |

| Budget Assainissement | Fonctionnement | Investissement | |
|---------------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|
| Recettes | 462 432,40 € | 243 341,60 € | |
| Dépenses | 538 774,88 € | 425 140,38 € | |
| Résultat d'exercice 2023 | -76 342,48 € | -181 798,78 € | |
| Report de 2022 | 223 225,33 € | 573 024,02 € | |
| Résultat de clôture 2023 | 146 882,85 € | 391 225,24 € | 538 108,09 € |

| Budget Maison de santé | Fonctionnement | Investissement | |
|---------------------------------|--------------------|-----------------------|----------------------|
| Recettes | 265 485,22 € | 314 298,22 € | |
| Dépenses | 224 137,25 € | 159 510,98 € | |
| Résultat d'exercice 2023 | 41 347,97 € | 154 787,24 € | |
| Report de 2022 | 0,00 € | - 262 202,58 € | |
| Résultat de clôture 2023 | 41 347,97 € | - 107 415,34 € | - 66 067,37 € |

| Budget Petite enfance | Fonctionnement | Investissement | |
|---------------------------------|----------------|--------------------|--------------------|
| Recettes | 476 449,81 € | 19 040,21 € | |
| Dépenses | 476 449,81 € | 4 682,02 € | |
| Résultat d'exercice 2023 | 0,00 € | 14 358,19 € | |
| Report de 2022 | 0,00 € | 0,00 € | |
| Résultat de clôture 2023 | 0,00 € | 14 358,19 € | 14 358,19 € |

| Budget Photovoltaïque | Fonctionnement | Investissement | |
|---------------------------------|-----------------|-----------------|------------------|
| Recettes | 1 916,95 | 1 913,00 | |
| Dépenses | 2 224,42 | 1 898,92 | |
| Résultat d'exercice 2023 | -307,47 | 14,08 | |
| Report de 2022 | 7 480,86 | 9 529,64 | |
| Résultat de clôture 2023 | 7 173,39 | 9 543,72 | 16 717,11 |

3) LES RESULTATS DE FONCTIONNEMENT

2.1 Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

BUDGETS AGREGES - DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

| Comptes administratifs | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| budget principal | 2 578 536,69 € | 2 718 733,14 € | 3 092 292,25 € | 3 166 778,79 € |
| budget assainissement | 6 373,73 € | 10 548,93 € | 18 001,79 € | 410 208,19 € |
| budget Petite Enfance | 369 344,56 € | 427 533,43 € | 431 986,88 € | 461 952,35 € |
| budget photovoltaïque | 423,45 € | 395,21 € | 352,34 € | 311,42 € |
| Budget maison de santé | 6 322,84 € | 4 211,07 € | 49 231,48 € | 48 971,19 € |
| budget agrégé | 2 961 001,27 € | 3 161 421,78 € | 3 591 864,74 € | 4 088 221,94 € |
| % de variation | -1,42% | 6,77% | 13,62% | 13.82 % |

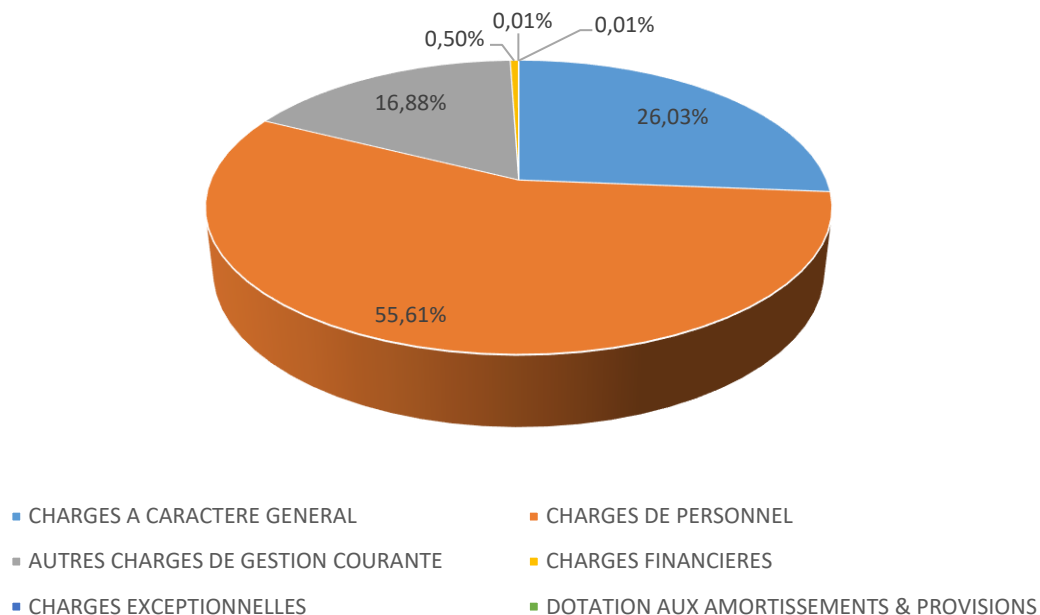
En 2023, les dépenses réelles de fonctionnement, **tous budgets confondus**, ont augmenté de 13,82 %. Cette augmentation est essentiellement portée par le budget Assainissement dont les dépenses réelles de fonctionnement passent de 18 001.79 € à 410 208.19 €. Or budget assainissement, l'augmentation s'élève à 2.91 %. En période de forte inflation et de hausse importantes des charges de personnel, les dépenses réelles de fonctionnement ont été maîtrisées.

BUDGET PRINCIPAL - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

SYNTHESE du compte administratif 2023 – budget principal

| Article | Libellé | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 |
|--|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| O11 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 621 547,09 € | 622 530,28 € | 908 023,13 € | 824 456,63 € |
| O12 | CHARGES DE PERSONNEL | 1 424 745,52 € | 1 471 391,82 € | 1 647 056,12 € | 1 761 183,55 € |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 472 656,29 € | 566 987,45 € | 485 618,14 € | 534 634,19 € |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 32 395,09 € | 27 162,30 € | 21 189,91 € | 15 808,10 € |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 1 940,47 € | 1 691,96 € | 2 198,88 € | 420,25 € |
| 68 | DOTATION AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS | | | 467,00 € | 325,00 € |
| O14 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | 25 252,23 € | 29 862,91 € | 27 739,07 € | 29 951,07 € |
| TOTAL DEPENSES REELLES | | 2 578 536,69 € | 2 719 626,72 € | 3 092 292,25 € | 3 166 778,79 € |
| 42 | DOTATION AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS | 198 399,39 € | 274 922,47 € | 269 728,30 € | 327 442,03 € |
| TOTAL DES DEPENSES (opérations d'ordre comprises) | | 2 776 936,08 € | 2 994 549,19 € | 3 362 020,55 € | 3 494 220.82 € |

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement 2023



- Les **charges à caractère général et les charges de gestion courante** sont en baisse significatives de 9.20 % passant de 908 K€ à 824 K€. Un réel effort de maîtrise des dépenses porte ses fruits. De plus, les investissements réalisés produisent également leur effet, permettant de contenir les hausses notamment en électricité.

Les charges à caractère général ne représentent que **26 %** des dépenses réelles de fonctionnement.

Malgré tout, des hausses sur les postes ci-dessous sont constatées :

- + 3 200 € en Eau (+38.51%)
- + 12 100 € en Electricité (+10.51%)
- + 8 600 € en combustibles (+ 14.03%)
- + 3 293 € en Alimentation (+3.82%)
- + 4 300 € en impôts et taxes notamment Redevances ordures ménagères (+42 %)

Des baisses conséquentes sont par ailleurs à noter sur les postes suivants :

- 21 900 € en fournitures petit équipement
- 99 000 € en réparations bâtiment publics et autres bâtiments (en 2022, une dépense exceptionnelle de réparation du complexe des trois rivières avait été comptabilisée)
- 6 700 € en formation du personnel

- Les **charges de personnel** représentent **55 %** des dépenses réelles de fonctionnement (contre 53% en 2022). Elles passent de 1 647 056.12 € à 1 761 183.55 € soit une augmentation de 6.93 %.

A titre de comparaison, au niveau départemental, les frais de personnel ont augmenté de 6.2 % pour le bloc communal.

Etant un enjeu majeur dans le budget de la commune, une analyse plus fine vous est proposée plus bas.

- Les **autres charges de gestion courante** représentent près de 17% des dépenses réelles de fonctionnement. Elles passent de 485 K€ à 534 K€ soit une augmentation de 10.09 %.

Cette augmentation s'explique, en outre, par l'augmentation de la participation de Goven au budget petite enfance en 2023.

- Les **charges financières** ont encore diminué en 2023 relativement à l'avancement du remboursement des emprunts.

En 2024, la maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement reste difficile et constitue un enjeu fort dans l'équilibre budgétaire.

Une progression est encore à prévoir au regard de l'inflation encore existante. Par ailleurs, les charges de personnel vont également progresser. Au niveau financier, le recours possible à l'emprunt pour financer les investissements à venir aura également un impact sur les charges financières.

Les bonnes pratiques de tous, déjà acquises, doivent être entretenues afin de minimiser cette progression probable.

2.2 - Evolution des recettes réelles de fonctionnement

BUDGETS AGREGES - RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

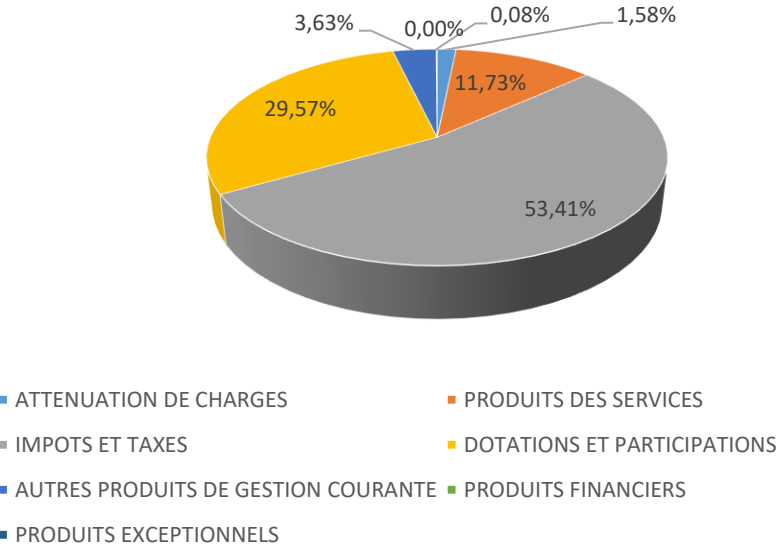
| | Réalisations (CA voté) | Réalisations (CA voté) | Réalisations (CA voté) | Réalisations (CA avant vote) | Réalisations (CA avant vote) |
|------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| budget principal | 3 281 921,96 € | 3 389 328,73 € | 3 562 387,41 € | 3 643 660,06 € | 3 928 049,08 € |
| budget assainissement | 90 640,99 € | 115 192,95 € | 128 371,08 € | 155 433,22 € | 426 368,47 € |
| budget Petite Enfance | 372 039,12 € | 378 056,40 € | 438 889,47 € | 441 914,34 € | 475 092,24 € |
| budget photovoltaïque | 2 211,26 € | 1 597,81 € | 994,99 € | 949,68 € | 972,95 € |
| Budget maison de santé | | 0,00 € | 0,00 € | 87 439,90 € | 247 480,11 € |
| budget agrégé | 3 746 813,33 € | 3 884 175,89 € | 4 130 642,95 € | 4 329 397,20 € | 5 077 962,85 € |
| % de variation | -5,84% | 3,67% | 6,35% | 4,81% | 17,29% |

En 2023, les recettes réelles de fonctionnement, **tous budgets confondus**, ont augmenté de 17.29 %. Cette augmentation est également essentiellement portée par le budget Assainissement dont les recettes réelles de fonctionnement passent de 155.433.22 € à 426 368.47 €. Le budget général augmente également de 284 389,02 €. Enfin, la vente de la cellule dans la maison de santé est également venue gonfler les recettes de fonctionnement.

BUDGET GENERAL - RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Article | Libellé | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 |
|--------------------------------|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| 013 | ATTENUATION DE CHARGES | 32 625,32 € | 51 782,06 € | 53 460,57 € | 61 905,69 € |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES | 224 225,00 € | 282 403,78 € | 300 435,94 € | 460 848,28 € |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 1 818 006,95 € | 1 899 421,97 € | 1 938 112,64 € | 2 097 943,00 € |
| 74 | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 1 197 984,01 € | 1 112 177,35 € | 1 145 239,86 € | 1 161 450,76 € |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 105 969,68 € | 120 110,05 € | 205 758,53 € | 142 612,58 € |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 4,95 € | 4,57 € | 5,33 € | 8,38 € |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 10 512,82 € | 96 487,63 € | 647,19 € | 3 280,39 € |
| TOTAL RECETTES REELLES | | 3 389 328,73 € | 3 562 387,41 € | 3 643 660,06 € | 3 928 049,08 € |
| 042 | TRAVAUX EN REGIE - CESSIONS - REPRISES DE SUBVENTIONS | 74 618,22 € | 24 030,24 € | 10 282,68 € | 23 664,23 € |
| TOTAL DES RECETTES | | 3 463 946,95 € | 3 586 417,65 € | 3 653 942,74 € | 3 951 713,31 € |
| (y compris opérations d'ordre) | | | | | |

Répartition des recettes réelles de fonctionnement 2023



En 2023, les recettes réelles de fonctionnement ont augmenté de 7,80 % passant de 3 643 K € à 3 928 K €.

- Les **atténuations de charges** correspondant aux remboursements de l'assurance sur les arrêts maladie enregistrés, sont en hausse de 15.80 % passant de 53 K€ à 61 K€.

Ces charges représentent 3.63 % des recettes réelles de fonctionnement.

- Les **produits des services** représentent 11.73 % des recettes réelles de fonctionnement. Ils passent en effet de 300 K€ à 461 K€ soit une augmentation significative de 53 %.

Entre autres explications, la facturation au budget assainissement du coût du personnel mis à disposition avec un rattrapage sur 10 années. Dans une moindre mesure, on retrouve également la facturation directe du service Jeunesse.

- Les **impôts et taxes** représentent près de 53 % des recettes réelles de fonctionnement passant de 1 983 K€ à 2 098 K€ soit une augmentation de 8.25 %.

Cette augmentation s'explique par l'augmentation des bases des impôts directs locaux de 7.1% en 2023 décidée par l'Etat, cumulée à l'augmentation des taux votée par le conseil municipal en 2023.

- Les **dotations et participations** sont quant à elles stables (+1.42 %). Elles représentent près de 30 % des recettes réelles de fonctionnement.
- Les **autres produits de gestion courante** ont subi une diminution importante de 30.69%. Ils représentent pour 2023, 3.63% des recettes réelles. En 2022, un remboursement d'assurance pour les réparations du complexe des 3 rivières avait été comptabilisé. A noter cependant l'augmentation des produits de la location de la salle des lavandières et des logements communaux.

En 2024, la loi de finances 2024 stabilise la DGF. Par ailleurs, le fonds de compensation versé par la communauté de communes continue de diminuer. Une nouvelle augmentation des bases à hauteur de 3.9 % a été annoncée.

4) EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT : FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE

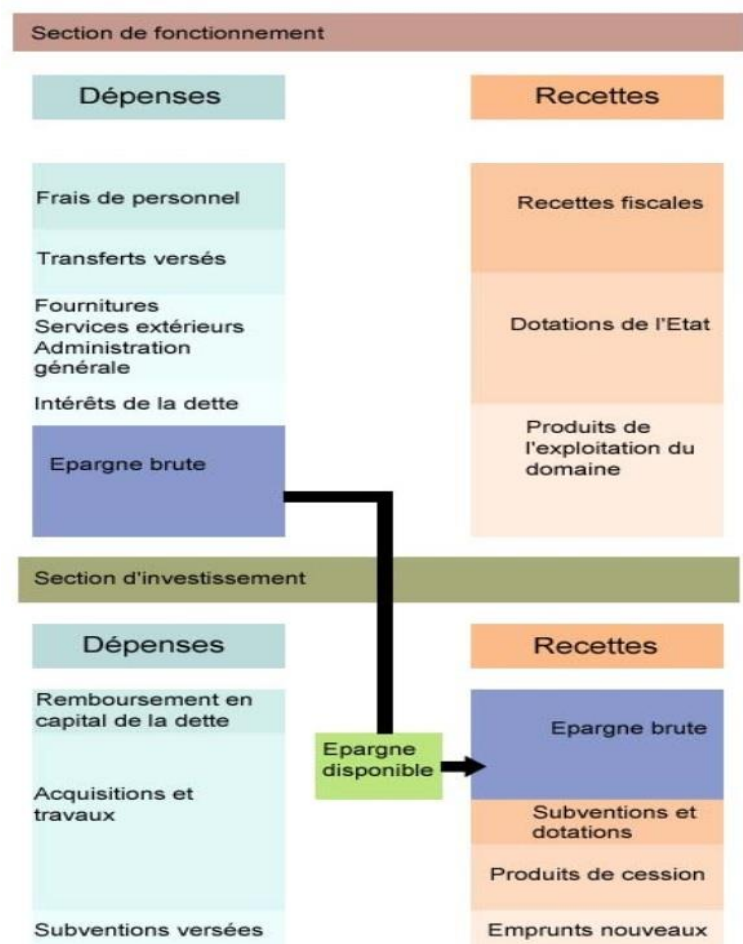
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT y compris opérations d'ordre | 3 463 946,95 € | 3 586 417,65 € | 3 653 942,74 € | 3 951 713,31 € |
| TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT y compris opérations d'ordre | 2 776 936,08 € | 2 994 549,19 € | 3 362 020,55 € | 3 494 220,82 € |
| EXCEDENT | 687 010,87 € | 591 868,46 € | 291 922,19 € | 457 492,49 € |

L'exercice 2023 dégage un excédent de fonctionnement confortable de 457 492,49 €,

Après un exercice 2022 difficile, la progression de l'excédent de fonctionnement résultat 2023 s'avère rassurant. Il paraît essentiel de maintenir notre vigilance pour 2024.

Le résultat de la section de fonctionnement donne la capacité d'autofinancement de la Commune, ainsi que l'explique ce schéma :

Epargne Brute 2023 =
Excédent de Fonctionnement
2023
457 492,49 €



5) INVESTISSEMENTS SUR L'ANNEE ECOULEE

Sur l'année 2023, le montant des investissements de la Commune est moins élevé qu'en 2022 et 2021 mais plus que sur les années passées, ainsi que le montre le tableau des dépenses d'investissement ci-dessous :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT - BUDGET GENERAL

| Article | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 |
|---------|--|---------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| 020 | Dépenses imprévues | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 040 | OPERATION D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 53 148,75 € | 74 618,22 € | 24 030,24 € | 10 282,68 € | 23 664,23 € |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 0,00 € | 0,00 € | 18 201,04 € | 2 159,63 € | 47 446,53 € |
| 10 | DOTATIONS FONDS DIVERS | 1 649,59 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 13 | SUBVENTIONS | | 4 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 155 479,18 € | 156 804,82 € | 158 994,16 € | 161 830,66 € | 100 366,42 € |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 61 626,75 € | 43 010,92 € | 54 754,22 € | 61 068,50 € | 44 305,50 € |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT | 18 708,68 € | 0,00 € | 0,00 € | 66 128,20 € | 7 677,15 € |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 412 649,09 € | 284 005,73 € | 1 026 736,04 € | 985 348,84 € | 588 650,70 € |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 16 126,31 € | 324,09 € | 0,00 € | 7 020,10 € | 363 779,84 € |
| | | 719 388,35 € | 562 763,78 € | 1 282 715,70 € | 1 293 838,61 € | 1 175 890,37 € |

Les dépenses d'investissement se sont élevées, pour l'année 2023, à 1.175 890,37 €.

Parmi ces dépenses, on retrouve :

- Des travaux de voirie (barreau routier, abris bus, réfection de voirie...)
- Les travaux liés à l'éclairage public,
- La participation à la piscine communautaire,
- Divers travaux de chauffage (bulle magique, médiathèque, mairie),
- Le passage aux leds à la médiathèque,
- Les travaux sur les logements de Blossac,
- Les études concernant le Tiers-lieu,
- Les travaux de la mairie

RECETTES D'INVESTISSEMENT - BUDGET GENERAL

| Article | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 |
|------------|---|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 195 359,81 € | 198 399,39 € | 274 922,47 € | 269 728,30 € | 327 442,03 € |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 0,00 € | 0,00 € | 18 201,04 € | 2 159,63 € | 47 446,53 € |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (FCTVA, taxe d'aménagement, excédent F année précédente) | 781 840,40 € | 635 459,81 € | 810 283,98 € | 797 732,66 € | 482 545,21 € |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 55 602,00 € | 59 694,85 € | 399 951,67 € | 342 794,14 € | 644 352,51 € |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES | 657,99 € | 208,95 € | 1 385,00 € | 1 656,50 € | 2 208,00 € |
| 20 | Immobilisations incorporelles | | 24 019,20 € | | | 480,00 € |
| 21 | Immobilisations incorporelles | | | 24,50 € | | 1 794,00 € |
| 23 | Immobilisations | | 4 052,93 € | | | 1 303,55 € |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | | | | | |
| 001 | Excédent antérieur reporté | | | | | |
| | | 1 033 460,20 € | 921 835,13 € | 1 504 768,66 € | 1 414 071,23 € | 1 507 571,83 € |

Les recettes d'investissement représentent 1 507 571.83 € en progression de 7 % par rapport à 2022.

Parmi les recettes, on retrouve :

- Les subventions concernant l'éclairage public,
- Les PUP de la lucinière,
- Les subventions liées à la rénovation de l'église,
- Les subventions « arrêts de cars »,
- Les subventions liées à la rénovation énergétique.....

Le travail réalisé par les services pour obtenir des financements sur l'ensemble des projets menés par la commune permet de dégager des leviers très importants.

DETAILS DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT PAR OPERATION – EX 2023

| | Financier | Réalisé |
|---|--------------------------------------|---------------------|
| 112 - ACQUISITIONS MAT. MOB. DIVERS | | 35 904,36 € |
| DSIL 2020_Rénovation énergétique des bâtiments communaux et de l'éclairage public_Acompte 30% | PREFECTURE 35 REGIE | 35 904,36 € |
| 118 - EXTENSION-EFF. ECLAIRAGE PUB. | | 141 690,85 € |
| Subvention Rénovation éclairage public | SYNDICAT DEP. D'ENERGIE 35 | 138 456,85 € |
| Subvention Rénovation éclairage public Impasse La Graulière | SYNDICAT DEP. D'ENERGIE 35 | 3 234,00 € |
| 127 - PETITE CHAPELLE Passage de la Levrais CMN | | 618,13 € |
| FST 2021_Rénovation 3 chapelles | DEPARTEMENT 35 | 618,13 € |
| 128 - CHAPELLE DE L'ANCIEN HOSPICE - Passage de la Levrais CCAS | | 1 101,26 € |
| FST 2021_Rénovation 3 chapelles | DEPARTEMENT 35 | 1 101,26 € |
| 129 - CHAPELLE DE L'HERMITAGE | | 1 483,46 € |
| FST 2021_Rénovation 3 chapelles | DEPARTEMENT 35 | 1 483,46 € |
| 132 - EGLISE | | 26 947,73 € |
| Subvention DETR 2021 Mise aux normes église | PREFECTURE 35 REGIE | 14 014,43 € |
| FST 2021_Rénovation partielle église | DEPARTEMENT 35 | 12 010,30 € |
| FONDS DE CONCOURS DE LISSAGE 2023 | VALLONS DE HAUTE BRETAGNE COMMUNAUTE | 923,00 € |
| 134 - GROUPE SCOLAIRE PRIMAIRE | | 6 902,00 € |
| Solde Subvention Socle Numérique Ecole Elementaire (SNEE) (dossier 2021) | DRAJES BRETAGNE | 6 902,00 € |
| 139 - RESTAURANT SCOLAIRE CROQ SAVEURS | | 21 861,00 € |
| Subvention relance cantines scolaires | ASP DR BRETAGNE | 21 861,00 € |
| 202 - CIMETIERE | | 8 037,00 € |
| FONDS DE CONCOURS DE LISSAGE 2023 | VALLONS DE HAUTE BRETAGNE COMMUNAUTE | 8 037,00 € |
| 408 - PARC DE LA LICOUASIERE | | 3 119,00 € |
| FONDS DE CONCOURS DE LISSAGE 2023 | VALLONS DE HAUTE BRETAGNE COMMUNAUTE | 3 119,00 € |
| 508 - MAISON DE SANTE | | 1 303,55 € |
| Maitrise d'oeuvre Construction d'une Maison de santé_régularisation | MAGMA ARCHITECTURE | 1 303,55 € |
| 579 - TRAVAUX DE VOIRIE | | 315 574,85 € |
| Subvention Aménagement arrêts de bus Tresby_Jouannélais_Roche_Douaitais | REGION BRETAGNE | 48 639,61 € |

| | | |
|---|---------------------------|-------------|
| ANNULATION MANDAT 45/2022 ETUDE DEPLACEMENT | Entreprise QUARTA | 1 794,00 € |
| POSTE REFOULEMENT LUCINIERE | LA LUCINIERE SNC | 44 007,75 € |
| PUP La Lucinière 1 à GOVEN / 4 ème acompte (solde) | LA LUCINIERE SNC | 55 750,00 € |
| PUP La Lucinière 2 à GOVEN / 1er acompte | PREFECTURE 35 REGIE | 49 741,49 € |
| Subvention DSIL 2021 Barreau routier_Chemin piétons | PREFECTURE 35 REGIE | 21 335,00 € |
| Subvention DETR 2021 Barreau routier | DRFIP 35 | 9 646,00 € |
| PREF35/Amendes de police | VALLONS DE HAUTE BRETAGNE | |
| FONDS DE CONCOURS DE LISSAGE 2023 | COMMUNAUTE | 12 897,00 € |
| FONDS DE CONCOURS DE LISSAGE 2023 | VALLONS DE HAUTE BRETAGNE | |
| | COMMUNAUTE | 71 764,00 € |

703 - PRESBYTERE / TIERS LIEU 4 000,00 €

| | | |
|--|----------------|------------|
| Subvention étude Tiers lieu_Dossier FSO02981 | DEPARTEMENT 35 | 4 000,00 € |
|--|----------------|------------|

803 - AIRES SPORTIVES EXTERIEURES 37 406,87 €

| | | |
|--|---------------------|-------------|
| Subvention DETR 2021 Terrain multisports | PREFECTURE 35 REGIE | 17 770,35 € |
| Subvention DSIL 2021 Terrain multisports | PREFECTURE 35 REGIE | 11 850,00 € |
| Subvention Leader Terrain multisports | REGION BRETAGNE | 7 786,52 € |

805 - REVITALISATION DU CENTRE BOURG 40 480,00 €

| | | |
|--|--|-------------|
| Subvention projet immobilier rue de Blossac | DEPARTEMENT 35 | 40 000,00 € |
| ETUDE RECONQUETE CENTRE BOURG_Régularisation | SARL CAROLINE PODER - PAYSAGISTE CONCEPTEUR | 480,00 € |

3197619,31

| Article | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 |
|----------------------------------|---------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT | | 314 071,85 € | 359 071,35 € | 222 052,96 € | 120 232,62 € | 331 681,46 € |

| | | | |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Excédent cumulé | 1 569 814,86 € | 1 690 047,48 € | 2 021 728,94 € |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|

L'excédent d'investissement 2023 s'établit donc à 331 681.46 €.

6) SITUATION DE L'ENDETTEMENT

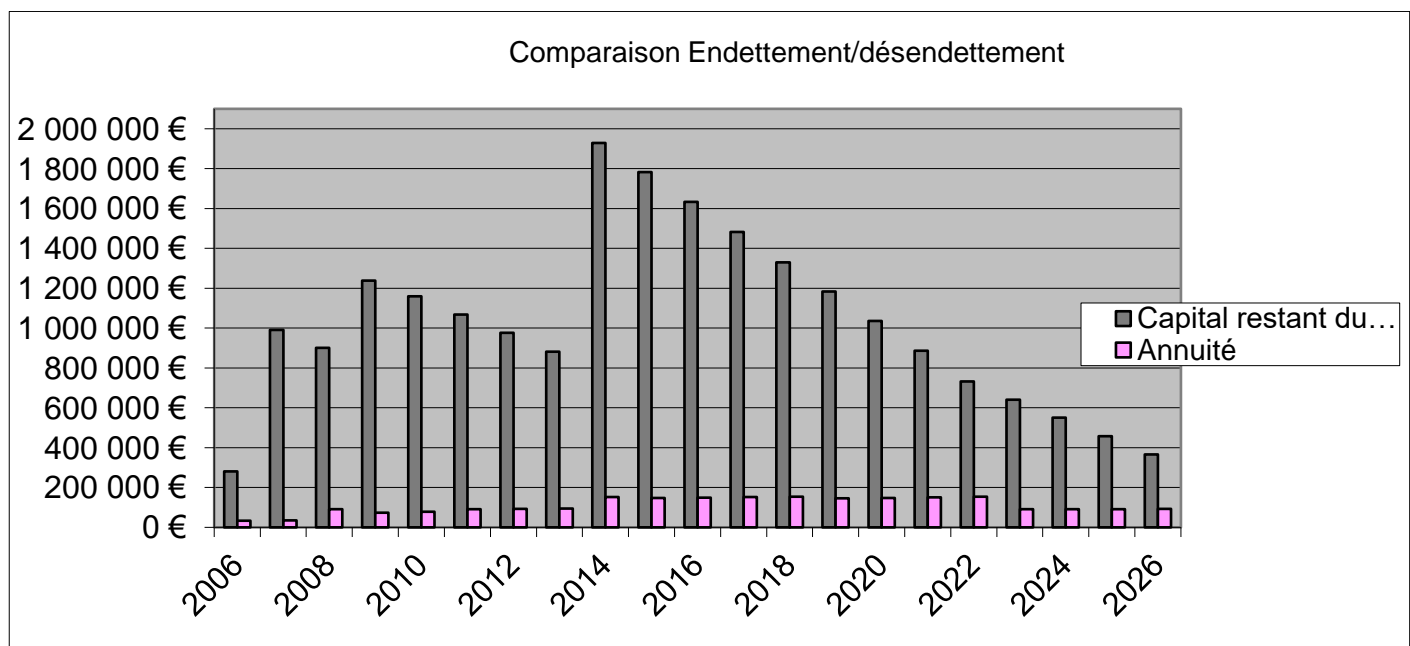
A- Encours au 31 décembre 2023

L'encours de la dette s'élevait à 599 708.60 € au 31/12/2023 (contre 698 398 € € au 31/12/2022).

La Commune n'ayant pas emprunté en 2023, l'encours a diminué et se répartit comme suit :

| N° | Banque | Emprunt | Type de taux | Taux | Début | Fin | Durée | Annuité 2024 | Capital Restant dû au 31/12/2023 |
|-------------------------------|--------|----------------|------------------|-------|------------|------------|--------|---------------------|-------------------------------------|
| SALLE SPORTS | BP | 200 000,00 € | Taux Fixe | 3,24% | 01/05/2014 | 01/02/2028 | 14 ans | 16 079,30 | 60 714,23 € |
| SALLE SPORTS | BP | 1 000 000,00 € | Taux Fixe | 3,24% | 01/05/2014 | 01/02/2028 | 14 ans | 80 396,42 | 303 571,54 € |
| MAISON DU PARC LICOUASIERE | CDC | 410 000,00 € | Taux Variable | 2,60% | 01/01/2010 | 01/01/2049 | 40 ans | 15 407,75 | 235 422,83 € |
| | | | | | | | | 111 883,47 € | 599 708,60 € |

B- Evolution globale de l'encours depuis 2006



En dehors de toute nouvelle souscription d'emprunt, la dette communale serait éteinte en 2049, mais avec des remboursements de 111 K€ et un seul emprunt à compter de 2028.

Une étude de renégociation des taux, de réduction de la durée des emprunts, voire de remboursement par anticipation, avait été menée ces dernières années mais sans intérêt financier pour la Commune.

C- Endettement par habitant et capacité de désendettement

| Année | Capital restant du au 31.12 | Nb d' habitants | ratio | | CAF Brute | Durée de désendet- tement (A) |
|-------|-----------------------------------|--------------------|------------------------------|-----------------|----------------|---|
| | | | Montant en € par habitant | | | |
| | | | GOVEN | Villes de | | |
| | | | | 3 500 à 5000 | | |
| 2010 | 1 159 753,79 € | 4132 | 280,68 € | 774,00 € | 560 709,00 € | 2,07 |
| 2011 | 1 068 218,04 € | 4220 | 253,13 € | 788,00 € | 776 671,59 € | 1,38 |
| 2012 | 975 456,68 € | 4317 | 225,96 € | 800,00 € | 956 167,17 € | 1,02 |
| 2013 | 881 122,09 € | 4417 | 199,48 € | 814,00 € | 1 038 582,69 € | 0,85 |
| 2014 | 1 929 598,80 € | 4473 | 431,39 € | 794,00 € | 896 266,68 € | 2,15 |
| 2015 | 1 782 964,34 € | 4443 | 401,30 € | 788,00 € | 810 625,68 € | 2,20 |
| 2016 | 1 633 923,57 € | 4544 | 359,58 € | 769,00 € | 772 276,96 € | 2,12 |
| 2017 | 1 482 493,69 € | 4542 | 326,40 € | 770,00 € | 538 325,51 € | 2,75 |
| 2018 | 1 329 435,48 € | 4501 | 295,36 € | 762,00 € | 686 588,73 € | 1,94 |
| 2019 | 1 174 655,79 € | 4459 | 263,43 € | 751,00 € | 520 385,82 € | 2,26 |
| 2020 | 1 018 058,56 € | 4414 | 230,64 € | 728,00 € | 687 010,87 € | 1,48 |
| 2021 | 859 544,91 € | 4411 | 194,86 € | 685,00 € | 591 868,46 € | 1,45 |
| 2022 | 698 398,60 € | 4410 | 158.37 € | 666,00 € | 291 922,19 € | 2,39 |
| 2023 | 599 708.60 € | 4394 | 136.48 € | | 457 492.49 € | 1.31 |

(A) Le rapport entre l'encours de dette et la CAF brute donne le délai de désendettement correspondant au nombre d'années nécessaires pour rembourser l'encours de dette avec l'épargne brute dégagée. Plus le rapport est faible, meilleure est la situation. En analyse financière, on considère généralement qu'un encours inférieur à 5 ans est synonyme de bonne situation financière. A contrario, un ratio supérieur à 10 ans témoigne d'une situation financière dégradée.

✓ **Avec un ratio d'endettement de 1.31 et un capital restant dû à 136,48 € par habitant, la Commune de GOVEN dispose d'importantes marges de manœuvre en termes d'endettement.**

✓ **Comparaison avec les collectivités de taille similaire :**

Encours de la dette par habitant au 31/12/2022 de Goven : 158 €/habitant

Moyennes de la strate (communes de 3500 à 5000 habitants) au 31/12/2022 :

- **714 €/habitant** (moyenne nationale)
- **762 €/habitant** (moyenne régionale)
- **666 €/habitant** (moyenne départementale)

7) LA FISCALITE

7.1 Répartition de la perception des taxes locales

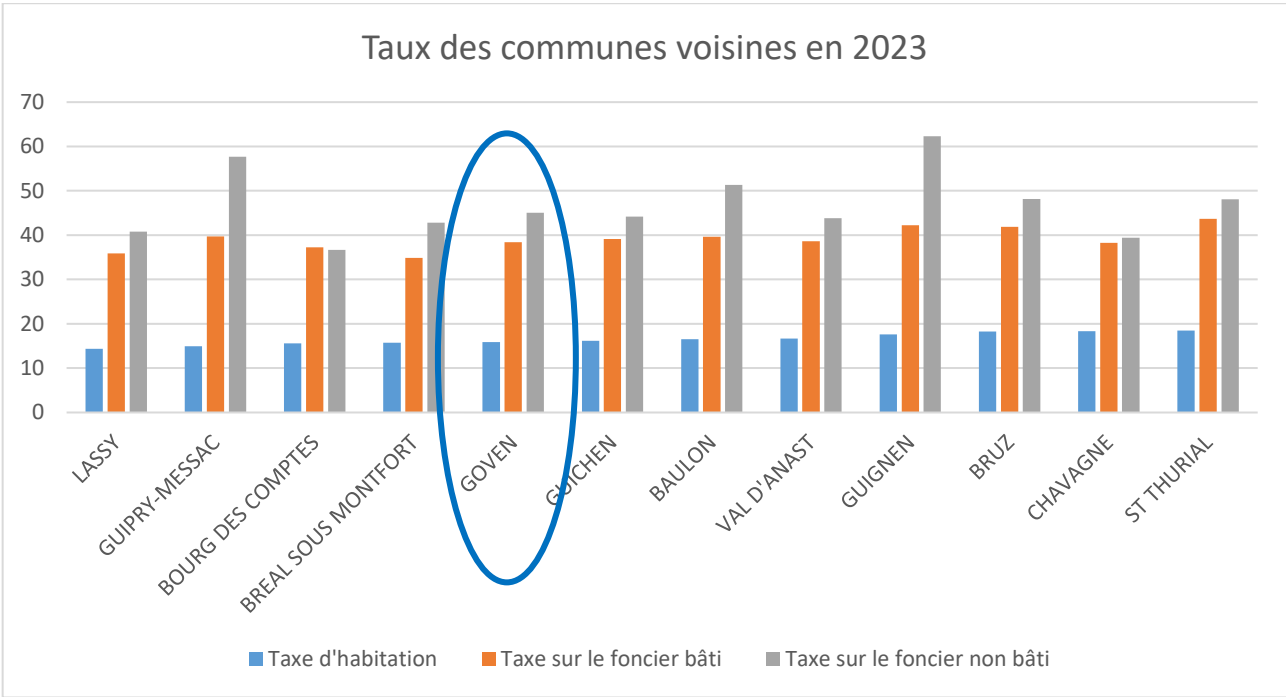
| | |
|---|--|
| Taxe d'habitation | Commune EPCI |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties | Commune EPCI |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | Commune EPCI |
| CFE | EPCI |
| CVAE | 26,5 % EPCI 23,5 % Département 50 % Région |
| Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties | EPCI |
| IFER (éoliennes) | 70 % EPCI+Commune 30 % Département |

7.2 Comparaison des taux de Goven avec des communes voisines (taux 2023)

| Commune | Taxe d'habitation |
|---------------------|-------------------|
| LASSY | 14,33 |
| GUIPRY-MESSAC | 14,94 |
| BOURG DES COMPTES | 15,62 |
| BREAL SOUS MONTFORT | 15,73 |
| GOVEN | 15,89 |
| GUICHEN | 16,16 |
| BAULON | 16,51 |
| VAL D'ANAST | 16,7 |
| GUIGNEN | 17,6 |
| BRUZ | 18,26 |
| CHAVAGNE | 18,32 |
| ST THURIAL | 18,49 |

| Commune | Taxe sur le foncier bâti |
|---------------------|--------------------------|
| BREAL SOUS MONTFORT | 34,85 |
| LASSY | 35,90 |
| BOURG DES COMPTES | 37,25 |
| CHAVAGNE | 38,30 |
| GOVEN | 38,38 |
| VAL D'ANAST | 38,66 |
| GUICHEN | 39,11 |
| BAULON | 39,66 |
| GUIPRY-MESSAC | 39,71 |
| BRUZ | 41,84 |
| GUIGNEN | 42,24 |
| ST THURIAL | 43,69 |

| Commune | Taxe sur le foncier non bâti |
|---------------------|------------------------------|
| BOURG DES COMPTES | 36,7 |
| CHAVAGNE | 39,39 |
| LASSY | 40,8 |
| BREAL SOUS MONTFORT | 42,82 |
| VAL D'ANAST | 43,83 |
| GUICHEN | 44,16 |
| GOVEN | 45,03 |
| ST THURIAL | 48,12 |
| BRUZ | 48,19 |
| BAULON | 51,31 |
| GUIPRY-MESSAC | 57,69 |
| GUIGNEN | 62,3 |



7.3 Evolution des taux communaux

La Commune de GOVEN a ainsi voté, pour l’année 2023, les taux suivants :

- **Taxe foncière sur les propriétés bâties** **38,38 %**
- **Taxe foncière sur les propriétés non bâties** **45,03 %**
- **Taxe d’habitation sur les résidences secondaires et locaux vacants :** **15,89 %**

7.4 Dynamique des taux

Les tableaux ci-après présentent :

- Dans une 1ère partie la dynamique d’urbanisation de la Commune, créatrice de nouveaux logements, donc de nouveaux foyers fiscaux govenais ;

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|------|------|------|------|------|------|
| PERMIS ACCORDEES | | | | | | |
| Maisons individuelles Lucinière | | | 21 | 36 | 35 | 14* |
| Maisons individuelles isolées BOURG | 8 | 4 | 0 | 6 | 3 | 0 |
| Maisons individuelles isolées CAMPAGNE | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Rénovations CAMPAGNE (nvx logts) | 0 | 1 | 1 | 5 | 4 | 4 |
| TOTAL | 9 | 5 | 22 | 47 | 42 | 19 |
| BASE POPULATION ET LOGEMENTS | | | | | | |
| Pop totale INSEE (Année N + augmt N-2) | 4553 | 4501 | 4459 | 4414 | 4321 | 4410 |

*Dont un immeuble 13 logements

- Dans une seconde partie les bases officielles des services fiscaux, et les produits encaissés par la Commune au titre des taxes locales directes.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| BASES des taxes directes locales | | | | | | |
| Base taxe d'habitation | 4 429 402 | 4 547 460 | 4 592 030 | 115 917 | 131 569 | 162 423 |
| variation des bases en % | 3,03% | 2,67% | 0,98% | -97,48% | 13,50% | 23,45% |
| Base TH locaux vacants | 32 826 | 13 713 | 19 594 | 20 920 | 20 095 | 37 339 |
| variation des bases en % | 3,28% | -58,23% | 42,87% | 6,77% | -3,94% | 85,81% |
| Base taxe Foncière bâtie | 2 929 685 | 3 014 328 | 3 080 605 | 3 094 403 | 3 198 203 | 3 442 967 |
| variation des bases en % | 2,77% | 2,89% | 2,19% | 0,45% | 3,35% | 7,65% |
| Taxe foncier non bâti | 139 552 | 143 219 | 146 677 | 147 294 | 154 800 | 165 628 |
| variation des bases en % | 1,12% | 2,63% | 2,41% | 0,42% | 5,10% | 6,99% |
| PRODUITS des taxes directes locales | | | | | | |
| Taxe d'habitation | 690 101 € | 708 494 € | 715 438 € | 18 060 € | 20 498 € | 25 809 € |
| Evolution | 3,03% | 2,67% | 0,98% | -97,48% | 13,50% | 25,91% |
| TH locaux vacants | 5 114 € | 2 136 € | 3 053 € | 3 259 € | 3 131 € | 5 933 € |
| Evolution | 3,27% | - 58,23% | 42,93% | 6,75% | -3,93% | 89,49% |
| Taxe foncier bâti | 479 796 € | 493 319 € | 504 137 € | 1 152 010 € | 1 202 524 € | 1 320 889 € |
| <i>Coefficient correcteur</i> | | | | | 148 756 € | 160 200 € |
| | | | | | 1 351 280 € | 1 481 089 € |
| Evolution | 2,88% | 2,82% | 2,19% | 128,51% | 17,30% | 23,17% |
| Taxe foncier non bâti | 60 217 € | 61 799 € | 63 291 € | 65 030 € | 68 344 € | 74 582 € |
| Evolution | 1,17% | 2,63% | 2,41% | 2,75% | 5,10% | 9,13% |
| TOTAL | 1 235 228 € | 1 265 748 € | 1 285 919 | 1 238 359 | 1 443 253 | 1 587 413 |
| Evolution | 2,88% | 2,47% | 1,59% | -3,70% | 16,55% | 9,99% |

Il est à noter que l'Etat a versé à la Commune 160 200 € en 2023 en compensation de la perte liée à la réforme de la taxe d'habitation (*coefficient correcteur*).

Ainsi, au total, les recettes liées à la fiscalité directe locale (art 73111) sont passées de 1.443 253 € en 2022 à 1.587.413 € en 2023.

En 2023, la **revalorisation forfaitaire des valeurs locatives (+ 7,1%)**, servant de base de calcul pour la taxe foncière, explique l'augmentation des recettes fiscales, permettant de soutenir le niveau des recettes de fonctionnement du budget principal de la Commune.

Cette dynamique devrait se poursuivre sur l'année 2024, par l'effet cumulé de revalorisation des bases locatives **+3.9 %**, de construction de nouveaux logements sur Goven et d'augmentation possible des taux des impôts locaux.

8) LES RESSOURCES HUMAINES

En déclinaison de nouveaux principes énoncés par la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et traduits dans l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et selon le décret n°2016-841 du 24 juin 2016, le rapport d'orientation budgétaire doit contenir une présentation rétrospective et prospective de l'évolution des emplois et effectifs ainsi que les crédits afférents.

8.1 Evolution des charges de personnel en 2023

Evolution des charges liées au personnel sur les 4 dernières années :

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-----------|
| Dépenses | 1 747 894 € | 1 848 974 € | 2 036 792 € | 2 179 824 |
| Recettes | 35 665 € | 57 182 € | 56 640 € | 71 671 |
| TOTAL DES CHARGES | 1 712 229 € | 1 791 792 € | 1 980 152 € | 2 108 153 |
| Evolution N/N-1 | + 0,5% | + 4,5% | + 10,5% | + 6,4% |

Le tableau présente l'ensemble des salaires chargés, réduit des atténuations de charge, cumulant le budget principal et le budget annexe petite enfance.

Les charges de personnel de 2023 sont en augmentation de 6,4% par rapport à l'année 2022.

Des évolutions nationales expliquent, pour la plus grande partie, cette progression.

Ainsi, les revalorisations salariales intervenues durant l'année 2023 représentent un coût non négligeable :

- ✓ Le **dégel du point d'indice** est la modification nationale ayant impacté le plus la masse salariale de Goven. **Le point d'indice a été revalorisé de 3,5 %** avec effet au 1er juillet 2022, puis à 1,5% au 1^{er} janvier 2023. Il s'élève désormais à 4.922% au 31 décembre 2023.

Des décisions propres à la collectivité expliquent une autre part de cette progression de la masse salariale :

Au niveau structurel, la Commune a **renforcé ses effectifs**, afin d'offrir le meilleur service aux Govenais :

- Elle a renforcé les moyens de son service communication en créant un poste en communication et culture (heures également allouées pour l'animation des réseaux sociaux, prestation de pigiste) expliquant la hausse du service administratif.
- Le budget enfance est également marqué par la fin de l'intégration du service jeunesse (première année complète)
- Un renfort RH a également été mis en place sur l'ensemble de l'année pour pallier l'absence de l'agent en poste, puis pour le doubler sur quelques mois.
- Le non-remplacement de certains postes par un agent extérieur ou des remplacements d'agents avec peu d'ancienneté ont, au contraire, limité les dépenses sur certains services communaux (Services techniques, service entretien notamment).

Le remplacement des agents absents n'est pas systématique. Toutefois, en particulier dans les services tenus à un taux d'encadrement, il induit un coût de charges de personnel notable.

8.2 Répartition des dépenses de personnel

| Répartition par service de la masse salariale (salaires chargés) | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|
| | 2021 | 2022 | 2023 |
| SERVICE TECHNIQUE (Espaces verts, voirie, bâtiments + VTA) | 423 641 € | 485 865 € | 454 269 € |
| SERVICE ENFANCE (Accueil périscolaire, centre de loisirs, encadrement temps méridien, jeunesse) | 364 661 € | 443 682 € | 488 518 € |
| SERVICE PETITE ENFANCE | 377 891 € | 389 736 € | 387 408 € |
| SERVICE ADMINISTRATIF | 300 228 € | 319 014 € | 376 880 € |
| SERVICE RESTAURATION | 151 317 € | 166 651 € | 173 013 € |
| SERVICE ENTRETIEN DES LOCAUX | 111 066 € | 135 102 € | 101 289 € |
| SERVICE CULTURE (Médiathèque, location salle des fêtes) | 90 793 € | 96 743 € | 102 923 € |
| Non ventilé | 28 867 € | 0 € | 0 € |
| TOTAL GENERAL | 1 848 464 € | 2 036 792 € | 2 084 300 € |

8.3 Comparaison avec les autres collectivités

La valorisation des données des Finances Publiques permet de mettre en avant les ratios suivants (base disponible = année 2022) :

| Charges de personnel (montant net) | montant en € | Montant en € par habitant pour la catégorie démographique | | | |
|---------------------------------------|-----------------|--|-------------|--------|----------|
| | | Commune | Département | Région | National |
| | 1 593 596 | 361 | 403 | 440 | 489 |

La Commune de Goven avait, en 2021, **un coût de personnel de 361 €/hab**, alors que les communes de la même strate (3500 à 5000 hab), en Ile et Vilaine, avaient un coût de personnel de **403 €/hab**, en moyenne.

8.4 Tableau des emplois

| TABLEAU DES EMPLOIS DE LA COMMUNE AU 31/12/2023 | | | | | |
|---|-----------|-------|-----------|-----------|---------------|
| EMPLOIS PERMANENTS | | | | | |
| Filière Administrative | | | | | |
| Grade | Catégorie | DHS | Pourvu(s) | Vacant(s) | Temps partiel |
| Attaché | A | 35 | 1 | 0 | Non |
| Rédacteur Principal de 1ère classe | B | 35 | 1 | 0 | Non |
| Rédacteur Principal de 2ème classe | B | 35 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Administratif Principal de 1ère classe | C | 35 | 2 | 0 | Non |
| Adjoint administratif | C | 35 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Administratif | C | 28 | 2 | 0 | Non |
| Filière Technique | | | | | |
| Grade | Catégorie | DHS | Pourvu(s) | Vacant(s) | Temps partiel |
| Ingénieur | A | 35 | 1 | 0 | Non |
| Agent de Maîtrise Principal | C | 35 | 3 | 0 | Non |
| Agent de Maîtrise | C | 35 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique Principal de 1ère classe | C | 35 | 1 | 1 | Non |
| Adjoint Technique Principal de 1ère classe | C | 32,5 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique Principal de 2ème classe | C | 35 | 2 | 0 | Non |
| Adjoint Technique Principal de 2ème classe | C | 33,5 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique Principal de 2ème classe | C | 28 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique Principal de 2ème classe | C | 24,3 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique Principal de 2ème classe | C | 23,6 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique Principal de 2ème classe | C | 25,5 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique | C | 35 | 4 | 0 | Non |
| Adjoint Technique | C | 32,5 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique | C | 28,33 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique | C | 27 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique | C | 17,72 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique | C | 14 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique | C | 12,5 | 1 | 0 | Non |

| Adjoint Technique | C | 4,7 | 1 | 0 | Non |
|--|-----------|-------|-----------|-----------|---------------|
| Adjoint Technique | C | 3,75 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique | C | 3,06 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique | C | 30 | 0 | 1 | Non |
| Filière Sanitaire et Sociale | | | | | |
| Grade | Catégorie | DHS | Pourvu(s) | Vacant(s) | Temps partiel |
| Educateur de Jeunes Enfants de 1ère classe | A | 35 | 1 | 0 | Non |
| Educateur de Jeunes Enfants de 2ème classe | A | 28 | 1 | 0 | Non |
| Auxiliaire de Puériculture classe Supérieure | B | 28 | 1 | 0 | Non |
| Auxiliaire de Puériculture classe Normale | B | 28 | 3 | 1 | Non |
| Agent Spécialisé Principal de 1ère classe des écoles maternelles | C | 24,12 | 1 | 0 | Non |
| Agent Spécialisé Principal de 1ère classe des écoles maternelles | C | 23,6 | 1 | 0 | Non |
| Agent social ppal 2ème classe | C | 35 | 1 | 0 | Non |
| Agent social | C | 32,91 | 1 | 0 | Non |
| Filière Culturelle | | | | | |
| Grade | Catégorie | DHS | Pourvu(s) | Vacant(s) | Temps partiel |
| Assistant de Conservation | B | 35 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint du Patrimoine Principal de 2ème classe | C | 28 | 1 | 0 | Oui |
| Adjoint du Patrimoine Principal de 2ème classe | C | 28 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint du Patrimoine | C | 5,6 | 1 | 0 | Non |
| Filière Animation | | | | | |
| Grade | Catégorie | DHS | Pourvu(s) | Vacant(s) | Temps partiel |
| Animateur principal de 2ème classe | B | 35 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint d'Animation Principal de 1ère classe | C | 35 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint d'Animation principal 2ème classe | C | 35 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint d'animation | C | 33,2 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint d'animation | C | 21,5 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint d'animation | C | 26 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint d'animation | C | 16,5 | 1 | 0 | Non |
| Sous-total Emplois Permanents | - | - | 56 | 3 | - |

Au 31 décembre 2023, la Commune compte **56 emplois permanents** (dont 3 vacants). Ces 52 emplois correspondent à **45.50 Equivalent Temps Plein (ETP)**.

| EMPLOIS NON PERMANENTS | | | | | |
|-------------------------------|-----------|-----|-----------|-----------|---------------|
| Filière Administrative | | | | | |
| Grade | Catégorie | DHS | Pourvu(s) | Vacant(s) | Temps partiel |
| Rédacteur principal 2e classe | B | 35 | 1 | 0 | Non |

| Grade | Catégorie | DHS | Pourvu(s) | Vacant(s) | Temps partiel |
|--|-----------|----------|-----------|-----------|---------------|
| Adjoint Technique principal de 1ère classe | C | 3,46 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique | C | 24 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint Technique | C | 8 | 0 | 1 | Non |
| Filière Animation | | | | | |
| Grade | Catégorie | DHS | Pourvu(s) | Vacant(s) | Temps partiel |
| Adjoint d'animation | C | 9,34 | 1 | 0 | Non |
| Adjoint d'animation | C | 4,51 | 2 | 0 | Non |
| Adjoint d'animation | C | 4,48 | 2 | 0 | Non |
| Adjoint d'animation | C | Horair e | 1 | 0 | Non |
| Agent Social | C | 28 | 1 | 0 | Non |
| Agent Social | C | 15,5 | 1 | 0 | Non |
| Agent Social | C | Horair e | 2 | 0 | Non |
| Vacataire | | | | | |
| Vacataire | | - | 1 | 0 | Non |
| Contrats de droit privé | | | | | |
| Apprenti | | 35 | 1 | 0 | Non |
| Sous-total Emplois Non Permanents | - | - | 15 | 1 | - |
| | | | | | |
| Total Emplois | - | - | 71 | 4 | - |

Au 31 décembre 2023, la Commune compte **15 emplois non permanents** (dont 1 vacant). Ces 16 emplois correspondent à **4.81 Equivalents Temps Plein**

Le nombre total d'**équivalent temps plein** était de **50,31 pour 70 emplois**

8.5 Perspectives RH 2024

Le budget 2024 des ressources humaines prendra notamment en compte les éléments suivants :

- Le **glissement vieillissement et technicité** (GVT) augmentant la masse salariale du fait de la pyramide des âges et des avancements d'échelons et de grades ;
- La revalorisation possible des salaires, soit par une refonte de grilles, soit par une revalorisation du point d'indice, tenant compte du **contexte inflationniste** beaucoup plus marqué que les années passées ;
- La hausse de 5 points du point d'indice au 1^{er} janvier 2024
- Le renfort RH mis en place sur une période de 5 mois puis sur un contrat en apprentissage.
- Les agents recenseurs pour la campagne de janvier/février 2024 qui, en fonction de leurs résultats recevront une indemnité de distribution.
- Le remplacement par intérim de la DGS en poste par un contrat auprès du CDG (plus un DGS en consultant sur les pratiques de la commune).
- L'embauche de vacataires (archiviste, ...), apprentis, et la présence de stagiaires (crèche, animation) ;

- Des évolutions de carrière (concours, promotion interne...)
- L'état de l'absentéisme, des reclassements, etc.

Les perspectives RH s'inscrivent dans le cadre que la Commune s'est fixé en définissant ses Lignes Directrices de Gestion (LDG) :

Toutes les collectivités territoriales ont l'obligation de définir des lignes directrices de gestion (LDG) des ressources humaines, pour une durée de 6 ans (révisable potentiellement, en cours de mandat). Il s'agit d'une vision à moyen et long terme de la politique des ressources humaines.

La démarche consiste en une évaluation des besoins actuels des services et des besoins de la collectivité à terme, en fonction des effectifs, compétences et emplois existants au sein de la collectivité afin de valoriser les parcours et carrières des agents.

Les LDG étant mises en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2023 sur la Commune de Goven, les décisions individuelles relatives à la gestion du personnel (avancements, promotions...) sont désormais prises (critères, règles, orientations, procédures...) dans ce cadre.

Le document synthétisant les LDG a été annexé à la délibération prise le 6 décembre 2021. Il est destiné à être mis à jour afin de s'adapter à l'évolution des besoins de la collectivité.

9) ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024 POUR GOVEN

9.1 Fonctionnement des services

✓ Recettes de fonctionnement

Les recettes fiscales devraient poursuivre leur progression en 2023. Nonobstant la diminution « officielle » de la population Govenaise (chiffre de l'INSEE non revalorisé depuis le dernier recensement qui date de 2018), la revalorisation des bases d'imposition permettra sans doute d'augmenter les recettes fiscales. Le transfert des recettes de la Taxe d'Habitation via l'attribution de la TFPB du département permet de maintenir les ressources de la Commune.

Les recettes liées aux services facturés devraient encore progresser par rapport à 2022, pour tendre à retrouver leur niveau d'avant COVID (restauration, accueil périscolaire et de loisirs, locations de la salle des fêtes), avec toutefois une baisse des effectifs scolarisés.

L'Etat a en outre décidé de maintenir et valoriser les dotations pour l'année 2023. En particulier, la DSR (dotation de solidarité rurale) devrait continuer à augmenter légèrement en 2023.

✓ Dépenses de fonctionnement

Globalement, les orientations retenues visent à une maîtrise des dépenses de fonctionnement afin de permettre à la Commune de dégager les capacités d'investissement nécessaires, sans impacter négativement les budgets futurs.

Charges à caractère général

La Commune a connu en 2022 une augmentation conséquente de ses charges à caractère général. Sur 2023, la tension sur les matières premières, l'alimentation, l'électricité, ... devrait conduire à un maintien à niveau élevé de ce chapitre, malgré les efforts de maîtrise réaffirmés à l'ensemble des services et usagers de la collectivité.

Les travaux d'amélioration en terme énergétique ont déjà permis de réaliser des baisses de consommation de gaz et d'électricité notables, et vont se poursuivre dans les différents bâtiments communaux.

Charges de personnel

La Commune entend contenir la progression de sa masse salariale, tout en garantissant un niveau de service de qualité pour l'ensemble des usagers, et tout en permettant la bonne avancée des projets communaux. Cependant, la tension au recrutement sur de nombreux services municipaux, à l'instar du phénomène national, conjuguée au contexte inflationniste, devrait conduire à une progression des charges salariales.

Un travail sera mené, en lien avec le comité Social CST afin d'apprécier les éléments d'explications, et mener une politique de prévention des arrêts de travail, en particulier ceux liés à des accidents de travail.

Subventions aux associations, les crédits scolaires et autres interventions

Alors que de nombreuses collectivités n'ont pu maintenir leur niveau d'intervention du fait des contraintes budgétaires, la Commune confirme sa volonté de soutenir l'action des associations Govenaises.

9.2 Projets d'investissement

✓ Capacité de d'auto-financement des investissements

La Commune dispose d'intéressantes marges de manœuvre en termes d'auto-financement :

CAPACITE DE FINANCEMENT AU 31.12.2023

| Budget Commune | Investissement | Fonctionnement |
|---|-----------------------|----------------|
| Dépenses 2023 | 1 175 890,37 € | 3 494 220,82 € |
| Recettes 2023 | 1 507 571,83 € | 3 951 713,31 € |
| Excédents 2023 | 331 681,46 € | 457 492,49 € |
| Excédents cumulés des exercices antérieurs | 1 690 047,48 € | 0,00 € |
| Excédents cumulés au 31.12.2023 | 2 021 728,94 € | 457 492,49 € |
| Capacité d'autofinancement brut A | 2 479 221,43 € | |
| Encours de la dette (Capital restant dû au 31.12.2023) B | 599 708,60 € | |
| Capacité d'autofinancement nette A - B = C | 1 879 512,83 € | |
| Hypothèse des futurs emprunts potentiels sur la base de 500 € / habitant D | 2 205 000,00 € | |

La moyenne départementale du montant d'endettement par habitant de la strate était de 666 €/hab en 2022. L'encours par habitant Govenais passerait à :

| | |
|---|-----------------------|
| Capacité de financement actuelle C + D (capacité d'autofinancement nette + capacité à emprunter) | 4 084 512,83 € |
|---|-----------------------|

☞ Capacité acceptable dans l'hypothèse d'un endettement maximal de 658 euros/habitants (budget principal)

Budget Commune

| | | |
|--|-------------|---------------|
| Ratio de désendettement Capital restant dû au 31.12.2023 / excédent de fonctionnement 2023 | 1,31 | années |
|--|-------------|---------------|

✓ Dépenses d'investissements

Pour mémoire, la Commune a mené les projets principaux suivants en 2023 :

| OPERATIONS | Budget | Réalisé | Détail |
|-------------------------------------|---------|---------|---|
| 112 - ACQUISITIONS MAT. MOB. DIVERS | 67 100 | 8 845 | Podium modulable festivités – Boule à facette |
| 113 – MATERIEL DE PREVENTION | 12 550 | 8 943 | Equipement ménage, bouchons d'oreille, bureau ergonomique |
| 118 – ECLAIRAGE PUBLIC | 333 727 | 274 423 | Rénovation éclairage public |
| 119 – EFFACEMENT DES RESEAUX | 71 937 | 11147 | Rue de la Goulière |
| 130 – BUDGET PARTICIPATIF | 16 274 | 13599 | Station street work out, caméscope, porte-vélos |
| 135 - MAIRIE | 97 890 | 19 784 | Portail famille, logiciel GMAO, organigramme clés, Ordinateur portable |
| 136 - GROUPE SCOLAIRE | 66930 | 9 765 | Audit énergétique, Accompagnement étude |
| 138 – ALSH Bulle magique | 41 804 | 40 083 | Chauffage |
| 139 - RESTAURANT SCOLAIRE | 25 183 | 15 879 | Logiciel Masterchef + écran, chariots de service, Balai vapeur |
| 271 - ESPACE JEUNES | 4 550 | 2 874 | Réfrigérateur, lot de 10 tentes, baby-foot, console Switch |
| 303 - MEDIATHEQUE | 69 850 | 21 788 | Chaudière, passage en led, téléphones, tablettes |
| 410 - ESPACE DES LAVANDIERES | 60 110 | 12 054 | Skydomes, chariots de rangement, grilles d'exposition audit énergétique |
| 412 - AMENAG-EQUIP URBAINS | 58 000 | 5 797 | Table pique-nique mairie, Passerelle en bois |
| 579 - TRAVAUX DE VOIRIE | 612 597 | 350 961 | Mur en pierres église, barreau routier, renforcement canalisations défense incendie, réfection trottoirs et parkings, aménagement voirie et parking, aménagement arrêts de bus, panneaux de signalisation |
| 600 - MATERIEL SERVICE TECHNIQUE | 38 033 | 10 378 | Tonne à eau, caméra thermique, perceuse, visseuse, meuleuse, poste à souder, compresseur, sonomètre, anémomètre |
| 605 - MAISON DE LA LICOUASIERE | 10 794 | 7 048 | Audit énergétique / Menuiseries extérieures |
| 703 - PRESBYTERE / TIERS LIEU | 896 700 | 32 180 | Maitrise d'œuvre, études diverses (simulation thermique, déchets, contrôle technique...) |
| 707 - MAISON 4 PLACE DE L'EGLISE | 18 792 | 5 760 | Sol PVC |

| | | | |
|--|---------------|---------------|--|
| 718 - LOGEMENTS RUE DE BLOSSAC | 98 849 | 48 859 | Menuiseries extérieures, radiateurs, cuisinière |
| 802 - PISCINE INTERCOMMUNALE | 59 680 | 59 670 | Participation VHBC piscine |
| 803 - AIRES SPORTIVES EXTERIEURES | 50 107 | 48 107 | Mobilier + aménagement Terrain Multi-sport |

Le travail de préparation budgétaire 2024 est encore en cours. La participation des adjoints, des conseillers délégués, et le concours des responsables des services et du service comptabilité ont permis un travail préparatoire de qualité aussi bien en fonctionnement qu'en investissement. C'est pourquoi **est annexé au présent ROB le Plan pluriannuel d'Investissement (PPI) 2022 – 2026.**

✓ **Plan Pluriannuel d'Investissement**

La collectivité a établi son plan pluriannuel d'investissement 2022-2026 (annexé au présent ROB), réactualisé pour 2024. Certains projets d'investissement sont également identifiés pour les années 2027 et suivantes.

Le PPI regroupe notamment :

- **Des projets de création de logements et commerces**, via des opérations immobilières menées afin de dynamiser le centre-bourg. Elles sont pour certaines menées en partenariat avec l'Etablissement Public Foncier de Bretagne (EPF). La Commune entend aussi valoriser son foncier urbanisable comme le projet rue de Blossac dont le remboursement du foncier acquis par l'EPF devrait aboutir en 2024. D'autres projets en liens avec l'EPF devraient aboutir à plus long terme (2025-2026) comme l'achat du bâtiment dit « de l'ancien coiffeur » rue de la Mairie ainsi que le bâtiment dit « de la Poste ».
- **Des travaux sur la voirie, en particulier dans le bourg et des effacements de réseaux** (rénovation de la rue de Lampâtre en priorité), mais aussi en campagne
- **La participation aux loisirs** (suite de la participation financière à la construction de la piscine de Guichen, acquisition d'un nouveau jeu pour le parc de la Licouasière, projet d'acquisition d'une parcelle à l'ouest de l'EHPAD pour la création d'un parc urbain)
- **Des travaux d'amélioration dans les équipements municipaux** (étude sur le groupe scolaire pour voir l'opportunité de rénovation ou de construction d'un nouveau bâtiment, mairie, finalisation de la mezzanine des ateliers techniques, réaménagement de la salle 4 des Lavandières...)
- **La rénovation de l'ancien presbytère** en tant que tiers-lieu, principal projet structurel du dernier tiers du mandat.

Le PPI n'inclut que les projets du budget principal, ainsi ne sont pas listés ici les projets du budget assainissement, petite enfance, maison de santé et photovoltaïque.

L'ensemble des projets identifiés au PPI induisent un prévisionnel d'investissements, sur 2024-2026, d'environ 6 millions d'euros. Divers types de subventions sont en cours d'étude (FCTVA, ventes escomptées et subventions potentielles).

En ce qui concerne le projet spécifique du tiers-lieu, le montant des subventions déjà accordées s'élève à un peu moins de 800 000€.

10) CALENDRIER BUDGETAIRE

Calendrier prévisionnel :

Débat d'orientation budgétaire : Conseil municipal du 11 mars 2024

Vote des budgets primitifs : Conseil municipal du 02 avril 2024

Rappel :

Le vote du budget doit être réalisé avant le 15 avril 2024.